

**CERCLE I**

**Working Document 22**

**« Cercle de discussion » sur la Cour de justice**

**Objet : Amendement de M. Hubert HAENEL au projet de rapport final du Cercle de discussion sur la Cour de justice**

Les membres du « cercle de discussion » sur la Cour de justice, trouveront en annexe une proposition de Monsieur Hubert Haenel

---



Paris, le 13 mars 2003

## CERCLE DE DISCUSSION SUR LA COUR DE JUSTICE

\*\*\*

### PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS SUR LE PROJET DE RAPPORT FINAL (CERCLE 1 – WD 08) PRÉSENTÉES PAR M. HUBERT HAENEL, MEMBRE TITULAIRE DE LA CONVENTION, REPRÉSENTANT DU SÉNAT FRANÇAIS

Le projet de rapport final du cercle de discussion présente des orientations générales sur lesquelles un consensus pourrait être trouvé, notamment en ce qui concerne la durée du mandat des juges ou le passage à la majorité qualifiée pour les articles 225A, 229A et, partiellement, 245 TCE.

Il apparaît toutefois que certains points devraient être modifiés dans le sens suivant :

- **point 6** (désignation des juges) :

Nous sommes favorables à la création d'un « comité d'évaluation » chargé d'apprécier la qualification des candidats présentés par les gouvernements pour les fonctions de juges et d'avocats généraux à la Cour de justice et au Tribunal de première instance. Cependant, la désignation des juges doit demeurer une responsabilité collective des États membres **et il n'apparaît pas opportun d'accorder au Parlement européen un droit de regard sur cette procédure**. C'est pourquoi nous proposons de supprimer le membre de phrase « *Le Parlement européen pouvant être associé à la procédure* », ligne 6 du point 6.

- **points 17 à 26** (élargissement des voies de recours ouvertes aux particuliers) :

Il ne nous paraît pas nécessaire de modifier l'article 230-4 TCE pour étendre aux particuliers le droit de recours direct contre les règlements

communautaires.

Il est toujours possible pour les justiciables de contester la validité des règlements communautaires devant les juridictions nationales, juges de droit commun du droit communautaire, à l'occasion d'un recours contre les mesures d'exécution de ces règlements. Les hypothèses où un règlement communautaire ne donne pas lieu à des mesures nationales d'application, de portée générale ou individuelle, sont extrêmement rares.

L'ouverture d'un droit de recours des particuliers contre les règlements remettrait en cause le système juridictionnel à deux étages de l'Union européenne, dans lequel le juge national est juge de droit commun du droit communautaire, le juge communautaire intervenant pour assurer l'unité d'interprétation de ce droit. En outre, il y aurait un risque non négligeable de contagion en faveur d'un droit de recours des particuliers contre les directives.

• **points 27 et 28** (mécanisme de sanction) :

Nous ne sommes pas favorables à la modification du mécanisme de sanction opposable aux États membres. Actuellement, la Commission peut demander à la Cour de condamner au versement d'une astreinte un État membre qui ne s'est pas conformé à un arrêt de manquement (art. 228 CE). Ces dispositions constituent un outil de dissuasion efficace, nombre de contentieux ayant trouvé leur solution sous la seule menace d'une condamnation.

Permettre à la Cour de Justice d'infliger de sa propre initiative des astreintes constatant le manquement l'exposerait à la critique des opinions publiques dans un certain nombre de dossiers politiquement sensibles. Sa légitimité et son autorité pourraient s'en trouver affectées.

De même, l'idée de renoncer à la procédure pré-contentieuse préalable à la saisine de la Cour au titre de l'article 228 sous-estime l'utilité d'un espace de temps suffisant pour permettre des contacts politiques entre la Commission et les États membres avant saisine de la Cour. Cet espace de temps permet un dialogue souvent constructif. De toute façon, le droit actuel permet déjà d'accélérer la procédure de l'article 228.